

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 13/016/2003 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 53/03 (AMR 13/002/2003 du 21 février 2003) et suivantes (AMR 13/005/2003 du 16 avril 2003 et AMR 13/011/2003 du 14 juillet 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

ARGENTINE Clara Britos (f), journaliste
ainsi que ses proches

Londres, le 15 octobre 2003

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de Clara Britos, qui a récemment fait l'objet d'un enlèvement. Cette femme est la propriétaire et la directrice du mensuel *La Tapa*, publié dans la ville de Guernica, dans la province de Buenos Aires. Elle et ses proches sont régulièrement la cible de menaces, liées, semble-t-il, à ses activités de journaliste.

Le 5 octobre, à 18 h 30, Clara Britos revenait seule du domicile de ses parents lorsqu'un homme s'est approché d'elle par derrière et a appuyé contre son dos ce qu'elle a supposé être une arme à feu. Il l'a contrainte à monter à bord d'une voiture où se trouvaient deux autres hommes, et le véhicule a démarré. Les ravisseurs lui ont ensuite enfilé un capuchon sur la tête, afin de l'empêcher de voir, et l'ont obligée à garder la tête baissée. Ils lui ont dit : " À Guernica, c'est Monsieur Oscar Rodríguez qui décide, et tout le monde fait ce qu'il dit. [...] Quand est-ce que vous allez comprendre ça, espèce de salope ? " (Oscar Rodríguez est l'ancien maire de la municipalité de Ponte Perón, dans la province de Buenos Aires).

Tant qu'elle est restée dans la voiture, Clara Britos a senti contre sa nuque la pression d'un objet – une arme, probablement – qui a laissé des marques sur sa peau. Finalement, les ravisseurs l'ont relâchée à une vingtaine de rues de son domicile, après l'avoir menacée en ces termes : " Sors de là, mais la prochaine fois, tu ne rentreras pas chez toi ".

Le lendemain, Clara Britos a porté plainte auprès des services du ministère public de La Plata, dans la province de Buenos Aires. Toutefois, Amnesty International est préoccupée par le fait qu'aucune suite n'a apparemment été donnée aux plaintes précédemment déposées par la journaliste auprès des autorités judiciaires et policières au sujet des menaces et actes d'intimidation dont elle est la cible.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre préoccupation quant à l'enlèvement dont Clara Britos a été victime le 5 octobre et aux menaces dont cette femme est la cible ;
- demandez instamment que cet événement et toutes les plaintes déposées précédemment par Clara Britos auprès des autorités judiciaires et policières donnent lieu sans délai à l'ouverture d'une enquête approfondie et indépendante, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice ;
- cherchez à obtenir l'assurance que les autorités prendront toutes les mesures qui s'imposent pour protéger Carla Britos et sa famille, et que cette femme pourra exercer son activité légitime de journaliste en Argentine sans être menacée ni harcelée ;
- exhortez les autorités argentines à informer Carla Britos des progrès réalisés dans le cadre des investigations en cours, ainsi que des suites qu'elles ont l'intention de donner à la dernière agression dont cette femme a fait l'objet.

APPELS À :**Gouverneur de la province de Buenos Aires :**

Sr. Gobernador de la Provincia de Buenos Aires
Ing. Felipe Carlos Solá
Casa de Gobierno
Calle 6 entre 51/53, 1900 La Plata
Provincia de Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Gobernador Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 221 429 4189

Formule d'appel : Sr. Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de la Justice et de la Sécurité de la province de Buenos Aires :

Sr. Ministro de Justicia y Seguridad de la Provincia de Buenos Aires
Dr Gustavo Osvaldo Beliz
Calle 2 entre 51/53, 1900 La Plata
Provincia de Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Ministro Justicia y Seguridad, Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 221 429 3187 / 3188 (Si un correspondant vous répond, dites : " Fax, por favor ".)

Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Sous-secrétaire aux droits humains :

Sra. Subsecretaria de Derechos Humanos
Dra. Alicia Oliveira
Ministerio de Justicia y Derechos Humanos
Sarmiento 329
1041 Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Subsecretaria de Derechos Humanos, Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4 819 73 24 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Si un correspondant vous répond, dites : " Fax, por favor. ")

Formule d'appel : Sra Subsecreteria de Derechos Humanos, / Madame la Sous-Secrétaire,

COPIES À :**Secrétaire aux droits humains de la province de Buenos Aires :**

Sr. Secretario de Derechos humanos de la Provincia de Buenos Aires
Remo Gerardo Carlotto
Secretaría de Derechos Humanos
Calle 53 No. 653
1900 La Plata

Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 221 489 39 60 / 63 (Si un correspondant vous répond, dites " Fax, por favor ")

Association de défense du journalisme indépendant :

Asociación para la Defensa del Periodismo Independiente –
PERIODISTAS
Piedras 1675 Oficina B
Secretaría de Derechos
1140 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4300 6149

Journal :

Clarín

Tacuari 1840

1139 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4309 7200

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRES LE 26 NOVEMBRE 2003, VERIFIEZ AUPRES DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*